

A mon avis, il est regrettable que chaque fois que l'un ou l'autre côté formule des propositions en vue de collaboration, les journaux en Russie et aux États-Unis, aussi bien qu'au Canada et dans d'autres pays, sautent immédiatement à la conclusion,—selon le côté qui a formulé la proposition il va sans dire,—qu'il y a lieu de dénoncer la proposition, ce qui rend tous pourparlers presque impossibles.

En Russie, *Pravda*, l'organe de l'Union soviétique, a agi de cette façon à plusieurs reprises. Bien que cet organe de l'Union soviétique eût montré plus de réserve en ces derniers temps, bon nombre des principaux journaux des États-Unis ont continué d'adopter une attitude qui ne peut que nuire à un règlement pacifique.

Nous avons constaté cette attitude à mesure qu'approchait la réunion des ministres des affaires étrangères à Berlin. Nous avons foi dans la liberté de la presse, mais nous croyons que la presse devrait aussi être consciente de ses responsabilités et non pas se montrer inutilement provocatrice par ses critiques, surtout lorsqu'il s'agit de prochains pourparlers entre grandes puissances.

Ceux d'entre nous qui se sont rendus aux Nations Unies l'automne dernier sont d'avis, je pense, comme la plupart de ceux qui se trouvaient là-bas, que la tension a quelque peu diminué dans le monde. Le ministre l'a lui-même affirmé cet après-midi. Il y avait encore des signes de truculence de la part de certaines grandes puissances, surtout les États-Unis et l'Union soviétique. Mais on constatait moins d'acrimonie dans les débats et un plus grand désir, parmi la plupart des nations représentées, de régler certains problèmes qui étaient encore en suspens.

Je me permets d'affirmer qu'à mon avis les Nations Unies ont été et sont la plus grande protection contre le déclenchement d'une guerre. Les organismes des Nations Unies ont réussi à régler un grand nombre de différends d'ordre secondaire; les discussions entre les grandes puissances ont sans aucun doute empêché le déclenchement d'une guerre mondiale. Elles ont sûrement évité la guerre entre certaines petites nations. Par conséquent, lorsque des problèmes épineux ont surgi en extrême Orient et en Europe, aussi bien qu'ailleurs, les Nations Unies ont fourni une enceinte pour la discussion de ces problèmes et, dans cette mesure, se sont révélées un moyen d'éviter la guerre.

Je dois dire que j'ai été fort étonné d'apprendre, il y a quelques jours, que le ministre de l'Instruction publique de la Colombie-Britannique a interdit la circulation du bulletin mensuel de l'Association des Nations Unies dans les écoles. Le bulletin, qui a été distribué dans toutes les provinces, y compris

la Colombie-Britannique, est maintenant en train d'être retiré de la circulation, s'il faut en croire une déclaration émanant de Victoria. Je me demande ce qui se passe dans cette province, lorsque je lis le jour suivant dans les journaux que le maire de Victoria et quelques-uns de ses collègues proposent en vérité de brûler les livres qui ne leur plaisent pas. Je me demande jusqu'à quel point nous inclinons vers l'État totalitaire dans ce pays, quand nous sommes témoins de ces choses dans une province comme la Colombie-Britannique.

Je voudrais voir se répandre davantage le bulletin de la Société des Nations Unies. Ce n'est certes pas là une association communiste, puisqu'elle est dirigée par le général Burns qui est, partout dans cette ville, favorablement connu. Selon nous, s'il a été nécessaire, à cause de la situation mondiale ces dernières années, de conclure des ententes en vue de la défense mutuelle, comme celles que prévoit l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, il importe également de faire tout ce qui nous est possible pour favoriser partout le bien-être social et économique des peuples, tant par l'intermédiaire des institutions des Nations Unies que par l'entremise de notre propre plan de Colombo, afin de compléter le travail de ces institutions.

Nous croyons qu'on a fait trop peu de choses dans ce domaine. Lors de l'établissement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, notre groupe a prié le Gouvernement de proposer un article obligeant les signataires à s'entraider économiquement en vue de leur bien-être commun. C'est ainsi que l'Article II du Traité est devenu l'un des plus importants motifs de notre adhésion à l'OTAN. Chaque fois que nous en avons eu l'occasion, nous avons reproché à l'Organisation de n'avoir pas donné suite à cet article comme elle aurait dû le faire, à notre avis. Le Gouvernement me permettra de lui dire qu'il devrait insister davantage en ce moment sur la mise à exécution de l'Article II du traité de l'Atlantique Nord.

Nous croyons que le principe selon lequel l'aide accordée aux autres États membres de l'alliance n'a jusqu'ici été qu'une aide militaire est non seulement mauvais en lui-même, mais qu'il risque de faire échouer le traité.

Les difficultés qui ont surgi en France et en Italie, pour mentionner ces deux États membres des Nations Unies, sont attribuables à la situation économique de leur population et, particulièrement dans le cas de la France, aux vastes dépenses militaires encourues par elle pour le réarmement et pour les opérations en Indochine, opérations à laquelle il semblerait que la France elle-même tienne